RAPPORT

Une boussole en temps de crises : l'essence de l'école économique autrichienne



MICHAEL VON PROLLIUS * • Juin 2017

e monde ne manque pas de crises. D'un point de vue européen, cette observation vaut certainement pour l'extérieur, aux frontières du continent et au-delà, notamment au Proche-Orient. Elle vaut cependant aussi pour la situation de l'Union européenne et de certains de ses États-membres. L'attrait relatif des mouvements populistes est le symptôme d'une crise du trop d'État, d'une politique centralisatrice et d'une démocratie de masse qui ne connaît plus ses limites. La menace du protectionnisme fait à nouveau parler d'elle. Les réformes d'États-providence démesurés continuent de se faire attendre. La crise de l'euro n'est pas encore surmontée. Pour tous ces problèmes, les propositions de manquent pas, mais les économistes se contredisent. Le monde manque d'orientation.

Il est bien connu que l'histoire est la meilleure des enseignantes, mais qu'elle a les plus mauvais élèves. Bien souvent, les mêmes erreurs sont répétées encore et encore. D'où l'importance d'une doctrine politique qui soit fondée sur le plan économique, ou d'une doctrine économique qui contienne des perspectives politiques. Marx est une aberration, mais beaucoup plus connu que Mises. Cela n'empêche pas que Ludwig von Mises (1881-1973) soit considéré par certains comme le plus grand économiste du XX° siècle. Réfugié à Genève dans les années 1930, puis à New York, il a cependant beaucoup plus à offrir que la seule économie. En tant que l'un des principaux protagonistes de l'école « autrichienne » d'économie, il n'a pas seulement réfuté Marx de fond en comble. Il offre également, avec de nombreux autres penseurs de la même tradition, dont le lauréat Nobel Friedrich Hayek, une perspective sur les crises qui, à l'instar d'une boussole, peut servir d'orientation dans de nombreuses situations. Les crises et le chaos ne sont d'ailleurs rien d'inédit pour les « Autrichiens ».

Qui sont les « Autrichiens » ?

Pour l'école autrichienne, la constellation actuelle n'a en effet rien de très exceptionnel. Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, l'un de ses représentants principaux avait déjà critiqué la déconnexion de la réalité qui caractérisait les sciences d'alors. L'école historique qui prévalait alors, caractérisée par son aversion pour la

L'auteur est historien économique et chercheur associé à l'Institut Libéral.

théorie et sa fidélité à l'État, avait été mise au défi par la théorie émergente de l'utilité marginale, qualifiée avec dédain par la Berlin prussienne d'« école autrichienne ».

Ce débat méthodologique important s'apparentait à un combat de David contre Goliath. Il s'étendit sur trois décennies, des années 1880 jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il fut initié par le fondateur de l'école autrichienne, Carl Menger (1840-1921). Le débat suivant, contre les socialistes, allait durer encore plusieurs dizaines d'années. Ludwig von Mises avait déjà démontré en 1920 l'impossibilité du calcul économique rationnel sous un système socialiste, ce qui provoquerait tôt ou tard son implosion. Mises thématisa aussi bien le problème du calcul que celui de la coordination qui découlent de l'économie planifiée. Le lien entre politique et économie était évident, mais a souvent été ignoré, les idéologies faisant office de connaissance (l'aberration marxiste n'a-t-elle pas prétendu au terme « science » ?). Dans les années 1930 débuta une nouvelle controverse, encore inachevée à ce jour, avec les doctrines politiques de John Maynard Keynes. La guerre et l'émigration allaient cependant plonger provisoirement les Autrichiens dans l'oubli. Dans leur fuite des nationaux-socialistes, la Suisse, la Grande-Bretagne, puis les États-Unis allaient leur servir de patries scientifiques et éditoriales, à l'ancien Institut universitaire de hautes études internationales à Genève, à la London School of Economics, puis à l'Université de New York, à l'Université de Chicago, ou encore à la Foundation for Economic Education, fondée en 1946 près de New York.

Pour ses protagonistes contemporains, la renaissance de l'école autrichienne eut lieu durant l'été 1974 dans une petite ville américaine du Vermont – la veille de l'attribution du prix Nobel à Friedrich Hayek (1899-1992). Quelque 50 jeunes économistes prirent part à ce séminaire sous la direction de deux anciens élèves de Mises, Israel Kirzner et Murray Rothbard, et d'un ancien élève de Hayek, Ludwig Lachmann. Un centre d'économie autrichienne sera fondé plus tard à l'Université George Mason, près de Washington, où enseigna l'économiste proche des Autrichiens James Buchanan (1919-2013), également lauréat Nobel. Au sein de la Société du Mont-Pèlerin, l'académie internationale fondée par Hayek en 1947 sur les hauts de Vevey, se trouvent de nombreux économistes se rattachant à l'école autrichienne. Le président actuel de la Société, l'économiste Peter Boettke, est le doyen des Autrichiens aux États-Unis.

Entre-temps, les économistes autrichiens sont de retour sur le continent dans le monde académique : à Madrid avec Jesus Huerta de Soto et Philipp Bagus, à Angers avec Jörg Guido Hülsmann et à Leipzig avec Gunther Schnabl, de même qu'à Berlin avec un programme de l'université privée BITS et à Prague à l'Institut Cevro. Les professeurs d'économie français Jacques Garello et Pascal Salin se rattachent également à cette tradition. L'université d'été de la nouvelle économie fondée par eux à Aix-en-Provence servit durant plus de 30 ans de lieu de rencontre d'Autrichiens anglo-saxons et continentaux. Ce n'est pas surprenant, dans la mesure où les fondateurs de l'école autrichienne se sont référés explicitement aux premiers économistes libéraux français, dont Turgot (1727-1781), qui avait déjà décrit le problème de l'information dans une économie dirigiste.

Qu'est-ce qui caractérise la doctrine autrichienne ?

La théorie autrichienne se fonde sur le choix individuel. Toute sa pensée découle de l'individu. Les agrégats comme « la croissance » ou « les exportations » sont considérés avec scepticisme et retenue, en particulier lorsqu'il s'agit de les promouvoir à l'aide de mesures étatiques. L'essence de l'école autrichienne est multidisciplinaire : elle comprend l'économie, le droit, la sociologie et la politique. En résumé, elle définit l'économie politique libérale.

La révolution misésienne et hayékienne durant la décennie qui entoure la Seconde Guerre mondiale rayonne encore aujourd'hui. Entre les années 1937 et 1948, les Autrichiens ne se sont pas uniquement distanciés du keynésianisme, mais aussi et surtout de l'économie néoclassique. À l'homo oeconomicus, les Autrichiens préfèrent l'homo agens, l'être humain agissant consciemment. Ses évaluations subjectives et ses efforts pour assouvir ses besoins sont au centre de la doctrine autrichienne. Toute action et toute perspective sont dès lors subjectives. Il n'existe pas de valeur objective ou de prix objectif, ni de salaire minimal ou de loyer maximal normalisable, mais il y a malheureusement de nombreuses présomptions politiques en la matière dont les conséquences négatives sont volontiers ignorées.

Les Autrichiens ne considèrent pas le marché comme le lieu d'un idéal supposé d'équilibre, mais comme un processus dynamique, qui peut tout au plus tendre vers un équilibre et sert de moyen de découverte et de dissolution du pouvoir. En revanche, une situation d'équilibre « parfait » décrit l'immobilisme sans concurrence. Cette différence est fondamentale. Les monopoles et les positions dominantes d'une entreprise, s'ils sont obtenus dans l'économie de marché, n'ont pas de réel pouvoir : sans protection étatique, ils seront régulièrement mis au défi. La liste Fortune 500 documente par exemple l'essor et la chute de grandes entreprises aux États-Unis au fil des décennies. Et la concurrence provient souvent de sources tout à fait inattendues. Actuellement, Amazon se promet de révolutionner le marché de l'alimentation, pendant que Airbnb et Uber sont freinés par le protectionnisme législatif.

Une autre différence essentielle réside dans l'analyse du rôle de l'entrepreneur. Pour les économistes keynésiens et néoclassiques, l'entrepreneur était et reste une black box, un acteur anonyme qui maximise son utilité. Pour les économistes autrichiens, en revanche, l'entrepreneur remplit une fonction tout à fait cruciale et irremplaçable : dans la perspective de Ludwig von Mises, l'entrepreneur incarne la créativité et l'innovation de l'économie de marché. Friedrich Hayek reconnut à l'entrepreneur son rôle de diffuseur d'information, qui découvre et utilise de nouvelles données. Murray Rothbard (1926-1995) souligna sa fonction de preneur de risques. Israel Kirzner (*1930) identifie deux fonctions entrepreneuriales : l'ingéniosité et l'arbitrage, à travers l'exploitation d'écarts de prix. Néanmoins, une théorie autrichienne élaborée de l'entrepreneur fait encore défaut.

Le cadre institutionnel fait la différence

L'économie est généralement vue comme la science qui porte sur la tension entre la rareté des ressources et les besoins illimités. Ce n'est pas le cas des Autrichiens, qui ont identifié le problème de la coordination comme défi principal de l'économie. Cette idée est jusqu'à ce jour largement sous-estimée. Peter Boettke, de l'Université George Mason, l'a résumée en une formule dont il convient de prendre note : « The three p give you the three i. » Cela signifie que la propriété privée, les prix et les profits (ou les pertes) forment la précondition de l'information, de l'innovation et des incitations. La coordination de ressources rares ne fonctionne pas sans les trois p et toute distorsion des trois p va conduire à des distorsions des trois i. Lorsqu'un gouvernement prétend se mêler d'innovation, il ignore qu'il entrave cette même innovation en ne protégeant pas la propriété privée, mais en en disposant à son gré (à travers la fiscalité et la réglementation), en intervenant dans les prix ou en sauvant des entreprises ou des banques en faillite.

Cette formule décrit également l'échec nécessaire du socialisme. Elle exprime aussi les problèmes des États-providence sclérotiques des démocraties avancées. De nombreux défis de notre époque peuvent être ramenés à ces six caractères, qu'il s'agisse du manque de croissance économique, d'une stagnation prétendument séculaire ou d'une crise financière où les bénéfices sont privatisés et les pertes socialisées, où l'État crée de mauvaises incitations et un aléa moral.

Alors que les économistes néoclassiques et conventionnels partent de connaissances préétablies et mettent en avant l'expertise des technocrates, les économistes autrichiens, au plus tard depuis l'article de Hayek « The use of knowledge in society » (1945), estiment au contraire que le savoir et les connaissances sont incertains et changeants, fortement dispersés et intégrés dans les activités entrepreneuriales, marchandes et volontaires des individus. Les prix, par exemple, sont avant tout des signaux qui nous disent comment agir. Ils reflètent des informations. Si la politique les manipule en les fixant ou en imposant des seuils ou des plafonds, elle fausse l'information et cause d'importants dommages.

La liberté comme boussole

Les Autrichiens forment une école de pensée indissociable du libéralisme. Leur économie politique de l'être humain qui agit décrit le fondement d'une société libre dotée d'un cadre légal libéral. Le but de la politique « autrichienne » est de limiter le pouvoir. « Le mouvement démocratique se préoccupe de la question de qui doit conduire l'État. Le libéralisme exige que tout pouvoir, même celui de la majorité, doit être limité. » Ce constat de Hayek redonna vie, en pleine époque sociale-démocrate, à l'idée de l'État minimal dans son ouvrage classique *La Constitution de la liberté*. En des temps où la démocratie est confondue avec un collectivisme majoritaire imposé à tous, il vaut la peine de se rappeler cette citation.

James Buchanan, lauréat Nobel de 1986, s'est également penché sur de meilleures règles pour une société libre et proposa, de la même manière, que les décisions majoritaires soient soumises au droit de liberté. Ses travaux, fondateurs de l'école des choix publics, ont éclairé de façon importante les défaillances de l'État. Mises, qui était encore très ancré dans le XIX^e siècle, avait déjà formulé cette réalité durant les années 1920 comme suit : « Du point de vue libéral, la seule et unique tâche de l'État consiste à assurer la sécurité de la vie et de la santé, la liberté et la propriété individuelles contre les atteintes violentes. Tout ce qui va au-delà de ça est nuisible. » Ses publications avaient détourné très tôt du socialisme des économistes qui deviendront célèbres, dont Wilhelm Röpke. Les néo-libéraux (dans le sens historique du terme) demandaient un État fort qui se désengage de tout contrôle direct. Sur ce point, ils étaient très proches de Mises, qui avait émis la critique suivante : « Un gouvernement qui, à la place de remplir son devoir, dépasserait ses compétences pour porter atteinte à la vie et à la santé, à la liberté et à la propriété, serait très néfaste. » Hayek, pour sa part, approfondit les aspects de la théorie de l'État et d'une constitution libérale par lesquels les tâches courantes du gouvernement et de l'administration étaient régies par des règles claires et strictement indépendantes des personnes. Une théorie décidée de l'État fait néanmoins encore partie des désidératas des Autrichiens.

Des séismologues des crises

Dans le contexte de la dernière crise financière et économique, la théorie autrichienne de la conjoncture, du capital et de la monnaie a connu un regain d'intérêt. La Route de la servitude, l'analyse critique du socialisme publiée par Hayek en 1944, est restée plusieurs semaines au sommet des meilleures ventes d'Amazon. La vidéo « Fear the Boom and Bust » de l'économiste autrichien Russell Roberts (Hoover Institution), coproduite avec John Papola, a été visionnée par plusieurs millions de personnes. Elle résume les explications et les thérapies opposées qu'offrent les deux économistes du siècle, Keynes et Hayek, pour les crises financières.

Du point de vue autrichien, la crise économique mondiale de 1929, comme la crise financière de 2007, fut principalement causée par la politique monétaire falsifiant les taux d'intérêt. Des surinvestissements dans des projets et des branches non viables nécessitent ensuite un assainissement sans lequel l'économie ne peut plus atteindre son potentiel de croissance. Les banques et les entreprises non rentables sont maintenues en vie artificiellement par les banques centrales et les aides d'État. Cette théorie n'est pas dénuée de lacunes et peut être améliorée. Cependant, les Autrichiens offrent une explication fondée et un moyen de prévenir les crises, comme l'a montré Pascal Salin dans son ouvrage *Revenir au capitalisme* (2010). C'est également le cas de leur analyse des problèmes de l'euro, notamment dans le livre *La Tragédie de l'euro* de Philipp Bagus (2013). La focalisation conventionnelle sur des indicateurs comme l'indice des prix à la consommation, selon une corbeille de produits en soi problématique, empêche d'identifier l'inflation de prix d'actifs et les bulles financières naissantes. Mentionnons encore au passage les travaux de Steven

Horwitz, notamment son ouvrage *Microfoundations and Macroeconomics* (2009), car pour les Autrichiens, il n'y a pas de macroéconomie indépendante des décisions individuelles, ainsi que ceux de Roger Garrison et son ouvrage *Time and Money* (2000), qui soulignent l'importance du temps pour la théorie monétaire.

Une alternative pour la première source de crises

Les « Autrichiens » et les théoriciens ou historiens monétaires qui leur sont proches vont encore plus loin. Ils plaident pour une distanciation du système dominant de banques centrales et de leurs monopoles étatiques de monnaies fiduciaires. Les banques centrales sont des institutions déficientes; il s'agit d'autorités inflationnaires, dont les technocrates souffrent d'un déficit structurel de connaissances (d'où les indicateurs arbitraires comme l'indice des prix à la consommation) et se laissent facilement instrumentaliser par la politique. Les plus importants auteurs autrichiens s'étaient prononcé pour un renouvellement de l'étalon-or, alors même que celui-ci était abandonné. Jusqu'au-delà du milieu du dixneuvième siècle, la liberté bancaire (free banking) représentait une forme de production monétaire pratiquée avec succès et largement discutée. Après que Vera C. Smith remit ce thème au goût du jour dans les années 1930 et que Hayek s'attira beaucoup d'attention au milieu des années 1970 avec son plaidoyer pour une dénationalisation des monnaies, Lawrence Wright et George Selgin ont récemment réalisé d'importants travaux sur les alternatives aux banques centrales. Le sort du monde libre dépend notamment d'une réforme du système monétaire : ce constat peut sembler dramatique, mais il mérite que l'on y réfléchisse. Les gouvernements au fil de l'histoire ont régulièrement abusé du monopole légal de la monnaie et ont sensiblement affaibli l'économie libre de marché.

De nombreux domaines d'expertise

La diversité de l'expertise autrichienne s'étend à d'autres domaines, qu'il convient de rappeler sommairement. Les Autrichiens ont développé une théorie de la bureaucratie qui montre les différences substantielles entre l'activité étatique et privée, dont la capacité de coordination et la mesure de performance déficientes des bureaucraties. Les scientifiques autrichiens et ceux qui leur sont proches ont également présenté une critique de l'interventionnisme et de la réglementation. Parmi ces auteurs, on peut citer Robert Higgs (Independent Institute), qui avec son concept empirique de *regime uncertainty* a mis en évidence l'incertitude et l'effet paralysant liés à une politique économique arbitraire. Henry Hazlitt a développé une éthique de la coopération. Ludwig von Mises a énoncé une théorie de la connaissance historique, qui remplace un déterminisme historique par une véritable philosophie de l'histoire. L'historien Ralph Raico a rédigé des contributions sur l'histoire de la liberté. Dans les domaines de la politique extérieure, de la sécurité et de l'aide au développement, le scientifique Christopher Coyne a réalisé des travaux importants qui se résument bien par le titre de l'un de ses livres : *Doing Bad by Doing Good*.

Coyne plaide pour le libre-échange, analyse les conséquences contreproductives et des effets de boomerang des engagements militaires et recommande que les pays en développement prospèrent par la libre entreprise.

Donald J. Boudreaux, le doyen de la faculté d'économie de l'Université George Mason, est le roi sans couronne des lettres de lecteurs. Du fait de l'actualité, il argumente sans relâche contre le protectionnisme et une interprétation erronée des déficits commerciaux. Son associé du « Café Hayek » et ancien collègue Russell Roberts est un maître des interviews scientifiques, qui peuvent être entendus hebdomadairement sur Econtalk.

Malgré tout cela, les Autrichiens, après la disparition de leurs plus grands penseurs (et lauréats Nobel), ne parviennent pas encore à publier suffisamment dans les revues scientifiques principales. Leur formalisme verbal, qui remplace la mathématique usuelle, n'en est pas la seule raison. Dans une certaine mesure, l'école autrichienne ne semble pas suffisamment compétitive, hormis l'hostilité souvent vouée aux libéraux dans un monde académique très largement étatisé et étatiste. Cela pourrait changer avec la génération montante. Le programme autrichien de changement et d'adaptation, de développement et de progrès, de renouvellement institutionnel et d'évolution, est intemporel et, au regard des crises de l'État en Europe et plus généralement en Occident, plus actuel que jamais.



Impressum

Institut Libéral Place de la Fusterie 7 1204 Genève, Suisse Tél.: +41 (0)22 510 27 90 Fax: +41 (0)22 510 27 91

liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source. Copyright 2017, Institut Libéral.